

POURQUOI URGENCE RÉVOLUTION : NOUVEAU BULLETIN DU NPA 35 ?

La création de ce bulletin résulte de la scission de notre parti, le NPA en décembre 2022. Nous nous sommes opposés à cette scission mais la moitié des camarades lors du congrès du NPA ont décidé de partir pour pouvoir mener une politique d'alliance électorale avec La France Insoumise (LFI) et la coalition NUPES. Même si nous pouvons agir en commun avec les camarades de LFI ou du PCF dans le cadre d'actions locales portant sur des revendications qui nous réunissent, nous refusons de cautionner des projets de gouvernement par des accords électoraux.

En effet le soulèvement contre la réforme des retraites nous montre chaque jour que face à la crise du système capitaliste conduisant à la misère et à la guerre, il n'y a pas de solutions dans le cadre des institutions. La lutte pour gagner déborde ces cadres pour poser la question de virer Macron, non pas pour un référendum, de nouvelles élections et une nouvelle alliance gouvernementale cherchant à sauver le système mais pour renverser la logique du capitalisme voulant nous faire mourir au travail ou nous écraser sous la violence de sa police. La crise politique ouverte par Macron, ses matraques et son 49.3, pose la question d'une autre forme de pouvoir, celui des travailleuses et des travailleurs reposant sur des organisations démocratiques de base, assemblées, comités ou collectifs.

C'est pour cela que nous avons pris pour titre de ce bulletin « Urgence révolution » et que nous défendons l'unité des révolutionnaires. Nous pensions qu'il était possible de militer dans le même NPA et de continuer notre bulletin local Rouge Émeraude. Les camarades qui ont choisi la scission ne l'ont pas souhaité.

Pour notre part, notre Bulletin URGENCE REVOLUTION du NPA 35 est ouvert à tous les débats et à tous ceux qui souhaiteront s'y exprimer, en leur nom personnel comme au nom d'une organisation.

SONS SANS LUMIÈRE POUR MACRON : LA LUTTE CONTINUE, ET ELLE CONTINUERA !

Macron n'en peut plus de traîner les casseroles de sa réforme des retraites : il annonce haut et fort que celle-ci est passée, qu'il faut tourner la page et qu'il va aller à la rencontre de la population, mais à chaque prise de parole, quel que soit l'endroit, il est accueilli bruyamment. À tel point qu'à Ganges, dans l'Hérault, jeudi dernier, un arrêté de la préfecture a interdit tout « dispositif sonore portatif »... Le ridicule était bel et bien là ! Surtout que le dispositif de sécurité autour de la visite présidentielle n'a pas empêché qu'il doive faire la réunion prévue dans un collège de la ville sur des petites chaises en plein milieu de la cour, en raison d'une coupure de courant orchestrée par des grévistes d'EDF... Son « tour de France » risque d'être très laborieux.

MACRON ET LE CAC 40, DÉGAGEZ !

Sans attendre le 1er mai, tous ceux qui se sont mobilisés contre la réforme des retraites depuis plus de trois mois saisissent toutes les occasions pour manifester leur colère et leur refus de cette réforme injuste. Une véritable guérilla contre Macron et son gouvernement, qui montre que la lutte continue. Le 20 avril, de nombreuses actions étaient organisées, dont l'envahissement du siège d'Euronext à la Défense par des centaines de cheminots avec le slogan « Le CAC 40 à la caisse pour payer nos retraites ». Euronext gère en effet la Bourse de Paris où s'échangent les titres financiers des grandes entreprises. Ou bien encore, la manifestation parisienne organisée par l'AG interprofessionnelle 92 et la coordination nationale étudiante qui a pu rendre visibles les grévistes de tous secteurs dont les cheminots. Au-delà de ce gouvernement et de la détestation qu'il suscite, il faut bien voir que c'est tout un système contre lequel nous devons lutter : le capitalisme et sa course au profit qui nous laisse de moins en moins les moyens de vivre. C'est bien pour cela qu'en même temps que la lutte contre la casse de nos retraites, les grèves pour les salaires ont continué. Le weekend dernier, hôtesses et stewards de la compagnie aérienne Vueling étaient en grève pour revendiquer 15 % d'augmentation. Chez Vueling, les salaires aussi sont low cost ! Dans le Nord, des salariés de VertBaudet entament leur deuxième mois de grève pour les salaires.

LE 1ER MAI TOUTES ET TOUS DANS LA RUE, ET APRÈS ON CONTINUE !

La persistance de ces grèves et l'expression de cette colère des salariés à travers le pays, coupures de courant à l'appui, permet de voir ce que nous pourrions faire si ces luttes étaient coordonnées. En tant que travailleuses et travailleurs, nous avons une force décisive, à condition d'en prendre conscience et de nous organiser, indépendamment des directions syndicales. En revanche nous n'avons rien à attendre de la reprise d'un prétendu dialogue social avec un gouvernement qui n'attend qu'une chose : continuer à nous attaquer pour mieux servir le patronat. Alors le 28 avril, nous pouvons faire grève et nous mobiliser à l'occasion de la journée internationale de la sécurité et de la santé au travail. Chaque année, plus de 1 000 accidents mortels du travail et de trajet sont déclarés en France. Sans parler des maladies professionnelles. Et on voudrait nous faire travailler deux ans de plus ! Puis le 1er mai, journée de lutte internationale des travailleuses et travailleurs, soyons les plus nombreux possible dans les rues de toutes les villes du pays pour clamer haut et fort, avec ou sans casseroles, que non, c'est non, cette réforme des retraites, on n'en veut toujours pas. Grèves, blocages, manifestations, casseroles, chasse aux ministres, tout va devoir continuer jusqu'au retrait... et cela dès le 2 mai !

ÉDITORIAL ISSU DE NOTRE NOUVEAU JOURNAL MENSUEL, "RÉVOLUTIONNAIRES"

POUR NOUS RETROUVER :

 NPA 35  NPA_Rennes  NPA_Jeunes_Rennes  npa.illeetvilaine35@gmail.com

NOS SITES INTERNET : nouveaupartianticapitaliste.fr & npa-jeunes.org

SUPPRESSION DE 36 LITS, EFFONDREMENT DE L'HÔPITAL PUBLIC : VIRER MACRON ET CE SYSTÈME DEVIENT UNE URGENCE VITALE

En 5 ans de présidence Macron, 21 000 lits d'hospitalisation ont été supprimés en France. Pour le mois de mai, l'hôpital de Saint Malo va fermer 36 lits. L'hécatombe continue, mais jusqu'à quand ? La santé se détériore pour tous et les conditions de travail deviennent de plus en plus dur sans que les salaires suivent l'augmentation des prix.

Comme le réchauffement climatique, on se demande quand le seuil de crise et d'effondrement sera dépassé. Mais en attendant la situation s'aggrave. Le manque de personnel semble une bonne excuse masquant les politiques de santé menées depuis plusieurs décennies pour en arriver à ce résultat. Macron et son ministre de la santé peuvent bien essayer de faire semblant de se soucier du problème, personne ne peut les croire : le problème c'est eux, leur politique de dépouiller les services publics comme d'augmenter l'âge de la retraite pour enrichir cette classe capitaliste qui ne s'est jamais aussi enrichie sous aucun autre gouvernement.

Ils ne méritent que nos casseroles et au delà un mouvement massif politique contre eux et leur système.

Article extrait du bulletin de l'hôpital de Saint-Malo

LA TIMAC POLLUE, L'ETAT FERME LES YEUX



Saint Malo est le plus grand port chimiquier de Bretagne. Des dizaines de milliers de tonnes de nitrate d'ammonium, jusqu'à 60 000, y sont stockées chaque année. Ces engrais destinés à l'agriculture sont particulièrement dangereux. Il a suffi de l'explosion d'un bateau en contenant 2750 tonnes pour raser une partie de la ville de Beyrouth en août 2020. On se souvient aussi de l'explosion d'AZF à Toulouse en 2001.

Des contrôles sont sans doute effectués, mais la transparence est bien loin de régner sur ces activités.

L'usine malouine de la TIMAC, qui appartient au groupe multinational Roullier, ne fait pas seulement peser ce danger sur la population environnante. Elle pollue considérablement le port et les alentours. Un rapport récent de la DREAL (direction générale de l'environnement) montre par exemple que le port de Saint Malo est le plus pollué de Bretagne et des pays de Loire en ce qui concerne 5 métaux très nocifs : cadmium, Zinc et mercure notamment. Le cadmium, classé cancérigène par le Centre international de recherche sur le cancer se propage par exemple dans les sols et la chaîne alimentaire*. La TIMAC suscite aussi des rejets atmosphériques contenant de l'ammoniaque.

En dépit des nombreuses études, plaintes et recours en justice, les autorités traînent et rechignent à imposer la transparence à la TIMAC, voire à la sanctionner et encadrer davantage ses activités. Notre santé doit passer avant leurs profits. Imposons la transparence !

**Ces informations sont extraites d'un dossier très complet publié dans le trimestriel associatif Banc Public N° 5.*

RÉVOLUTIONNAIRES : LE JOURNAL DE CEUX ET CELLES QUI NE VEULENT PAS TOURNER LA PAGE

Les cent jours d'apaisement promis par Macron n'y feront rien, sinon jeter de l'huile sur le feu. Dans le monde du travail, pas question de tourner la page de cette réforme scélérate. Les deux ans ferme supplémentaires d'exploitation capitaliste ne passeront pas. De même que les deux ans pris en 2010 : personne, à part la gauche parlementaire quand elle dépose des projets de référendum, n'a oublié que la retraite, c'est à 60 ans maximum. Et le fait que Le Pen et le Rassemblement national reprennent ce mot d'ordre par démagogie de circonstance ne fera pas oublier leurs fondamentaux racistes et pro-patronaux. Quel meilleur lancement pour notre journal qu'un 1er mai, journée internationale de lutte pour la réduction du temps de travail depuis maintenant 139 ans ? Un 1er mai particulier en France, puisqu'il s'inscrit dans un mouvement d'une profondeur politique historique, un mouvement obstiné, qui milite pour l'extension du « règne de la liberté » par la diminution du temps perdu au profit d'un patron.

C'est parce que nous ne voulons pas tourner la page d'une riche histoire de luttes politiques des travailleurs et des travailleuses contre l'exploitation et toutes les oppressions que nous lançons ce journal d'extrême gauche – et non de cette gauche qui s'adapte aux institutions de cette république bourgeoise, consacrant le droit des puissants et des riches. Le Nouveau Parti anticapitaliste se veut un pôle de regroupement au sein du mouvement révolutionnaire en se référant au meilleur des traditions du mouvement ouvrier et à ses acquis programmatiques de haute lutte – communiste et internationaliste. Révolutionnaires, pour contribuer aux débats entre tous ceux qui ne veulent pas passer à autre chose sur injonction de Macron et du patronat mais au contraire s'atteler au renversement du capitalisme. Une page qu'il est urgent de tourner !

Et en attendant, tournez celles de notre journal et aidez-nous à le faire vivre !

RÉVOLUTIONNAIRES, JOURNAL DU NPA
POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES
01 MAI 2023 - 2€ - LE JOURNAL DU NPA

DÉTERMINES JUSQU'AU RETRAIT !
DÉBATS SUR MACRON PRÉSIDENT DES PATRONS !

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

EN VENTE AUPRÈS DE TOUS NOS MILITANTS

NPA_NouvParAnti @nouveaupartianticapitaliste
nouveaupartianticapitaliste.fr



Cortège du NPA Rennes à la manifestation spontanée du 14 Avril, date de la promulgation, pour montrer la détermination à aller jusqu'au retrait de la loi ! (et même après)

AIDE ET SOIN À DOMICILE : UNE PROFESSION MAL PAYÉE ET PÉNIBLE

A Rennes, lors de la 11^{ème} journée de mobilisation contre la réforme des retraites, de nombreuses salariées de l'aide et du soin à domicile bloquaient le conseil départemental d'Ille et Vilaine. En effet le conseil départemental est le principal financeur de leurs structures. « A notre avis, ils ne mettent pas assez de moyens dans les aides aux personnes âgées et handicapées ni dans les aides aux associations. C'est un choix politique » faisait remarquer une camarade de la CGT. « Il manque des centaines d'aide à domicile sur la région et ces gens-là passent beaucoup de temps et de réunions à réfléchir à rendre nos métiers attractifs » ajouta-t-elle.

Le principal de leurs combats se fait pour que leur convention collective soit respectée. Le COVID a porté un énorme coup à la profession. Plus de soins à effectuer, plus d'attention à porter aux personnes isolées mais moins de salarié(e)s pour le faire. Encore un exemple de la politique macroniste sur les premiers de corvée !

Les personnels du soin à domicile alertent sur leurs salaires rarement à la hauteur du SMIC, de plus elles sont souvent en temps partiel subi. Elles veulent l'augmentation des frais kilométrique car le temps de trajet est souvent long et ne devrait pas être à la charge de l'employé(e). Elles revendiquent aussi le financement public de leurs structures par la sécurité sociale ainsi que la reconnaissance de la pénibilité de leurs métiers, et bien sûr un départ à la retraite qui n'excède pas 60 ans.

Pénibilité non reconnue, bas salaire et temps partiels subis sont les problématiques de ces professions ultra féminisées. En effet les personnels de l'aide et du soin à domicile sont en très grande majorité des femmes : « Il est très difficile de mobiliser le personnel de l'aide à domicile. Il n'y a aucune tradition syndicale dans la branche. Il y a quelques années cette fonction était allouée aux femmes qui le faisaient gratuitement pour un proche. C'est bien connu les femmes sont "enclines" à s'occuper des malades et des vieux et des handicapés. Ces professions sont toujours occupées à 97 % par des femmes. C'est sûrement pour cela que nous avons autant de mal à avoir de bons salaires et de bonnes conditions de travail. Pourtant nous sommes indispensables dans le bon fonctionnement de la société », ajoute notre camarade.

JEUDI 20 AVRIL : QUAND LA COLÈRE CHEMINOTE DEVIENT LA COLÈRE OUVRIÈRE

À Rennes, l'intersyndicale locale à l'exception de la CFTD s'est emparée de l'appel des cheminots à manifester ce 20 avril.

Environ 3 000 personnes, sont descendues dans les rues de Rennes, malgré les vacances et les partiels qui ont été mis en distanciel par l'université de Rennes 2 et dont un certain nombre ce sont déroulés en même temps.

Même la police qui a gazé dès le premier écart au parcours n'a pas réussi à faire venir à bout de la volonté de ne rien lâcher.

BORNE PRÉSENTE LA FEUILLE DE ROUTE DES "CENT JOURS"

VU QUE POUR EXISTER, ON EST OBLIGÉS DE CHERCHER DES VOIX CHEZ LR ET LE RN...



...NOTRE ACTION SERA PRINCIPALEMENT DE DÉTRUIRE LES DROITS DES TRAVAILLEURS, POURRIR LA VIE DES GENS AU RSA ET CHASSER LES MIGRANTS.

RÉCEMMENT, ON A AIMÉ :

La vidéo de "formation" du NPA Jeunes sur l'écologie ! Parce qu'il n'y a pas que les jeunes qui sont révoltés par ce système qui fiche en l'air le climat de notre planète, on vous invite à écouter ce que nos camarades ont préparé.



EN FRANCE ET DANS LE MONDE

SALAIRE DES PATRONS : MACRON SE DIT « CHOQUÉ »... ET PASSE À AUTRE CHOSE

Alors qu'il arpentait un marché à Dole dans le Jura, Macron a été interpellé sur le salaire des patrons. « Qu'est-ce que vous pensez du salaire des grands PDG ? » l'a interrogé un homme à un stand d'habits. « Ça choque tout le monde, moi aussi ça me choque », a-t-il répondu alors qu'une caméra de BFM TV filmait l'échange. Et d'affirmer que si dans le secteur public les salaires des dirigeants d'entreprises étaient plafonnés, dans le privé « ce sont les actionnaires qui décident » a-t-il justifié, en ajoutant que l'État ne peut pas se substituer aux actionnaires. Tout baigne. Lorsqu'il s'agit de cogner sur les plus faibles (retraités, titulaires de RSA, chômeurs, migrants...) le président de la République est en pointe. Mais pour s'attaquer aux privilèges des plus riches, il se dit impuissant. Rien d'étonnant puisqu'il est à leurs ordres.

QUAND UN PATRON VEUT OBLIGER DES RETRAITÉS À REPRENDRE LE BOULOT

Seize anciens salariés en pré-retraite de la société Orano de Tricastin (traitement de produits nucléaires) ont reçu en avril une lettre recommandée de leur employeur leur proposant une étrange alternative : reprendre le travail pendant plusieurs mois ou renoncer à une partie de leurs indemnités de départ à la retraite pour compenser cette durée de travail supplémentaire. Tout cela dans le cadre de la loi retraite de Macron, alors qu'elle n'était même pas encore validée par le Conseil constitutionnel... Cette mauvaise surprise a évidemment suscité des réactions de colère. La direction d'Orano a alors expliqué qu'elle avait préféré prendre les devants pour offrir des solutions individuelles à ses anciens salariés nés après 1961.

D'autres patrons ont-ils agi de la même manière ou vont-ils le faire pour tenter de tirer le maximum d'avantages de la nouvelle législation sur les retraites ? On n'en sait rien pour le moment, mais cette affaire donne une idée du cynisme patronal.

MAYOTTE

"WUAMBUSHU" : UNE OPÉRATION COLONIALISTE ET XÉNOPHOBES

Gérald Darmanin, le ministre de l'Intérieur, a mobilisé quelque 1 800 policiers et gendarmes, dont 500 envoyés de métropole, appuyés par des blindés, pour son opération "Wuambushu" (« reprise » en mahorais) destinée à expulser les migrants clandestins venus des Comores et à détruire les bidonvilles qui les abritent. Une partie des politiciens locaux présentent ces migrants comme les responsables de tous les maux qui frappent l'île : chômage, délinquance, misère.

Mais, dès le début, cette opération odieuse s'est heurtée à la résistance de la population. Diverses organisations et personnalités, dont des juristes s'y sont opposées. C'est ainsi que le tribunal de Mamoudzou, la capitale, a suspendu l'évacuation d'un bidonville comme illégale. De plus, le gouvernement comorien a refusé aux bateaux transportant les expulsés d'accoster dans les ports de l'archipel. Que vont donc devenir ces expulsés ? Va-t-on les parquer dans des péniches ou des ferries comme le font le Royaume-Uni et les Pays-Bas ?

Être regroupés dans des camps de concentration sur quelque îlot isolé, une pratique courante en Australie ? Ces refus d'accepter l'opération de Darmanin ont suscité la colère de certains politiciens locaux.

Le Vice-président du Conseil départemental, Salim Mderé, n'a pas hésité à déclarer qu'il faudrait peut-être tuer un des jeunes qui s'opposent à la destruction de leurs baraques ! Une des causes de cette situation, c'est la séparation arbitraire de Mayotte des autres îles de l'archipel en 1974, car l'impérialisme français a voulu conserver ce territoire pour perpétuer son influence dans la zone. Les populations sont les mêmes dans les différentes îles. Ces expulsions ne pourront évidemment rien régler. L'objectif est de diviser pour régner.

La seule solution serait une organisation de l'économie pour la développer dans tout l'archipel au service des peuples et non d'une poignée de profiteurs coloniaux.

Solidarité avec les migrants et la population des Comores !

A BAS LE MILITARISME !

En 2022, les dépenses d'armement ont atteint 2040 milliards d'euros dans le monde. Les plus grosses dépenses sont effectuées aux Etats unis : 39 % du total. Mais celles de l'Europe explosent depuis le début de la guerre d'Ukraine. Le gouvernement français a adopté un budget de programmation militaire de 413 milliards d'euros pour 2024-2030, soit une augmentation de 30 %/ De son côté, l'Allemagne a doublé son budget militaire qui va passer à 100 milliards par an.

Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur, n'hésite pas à proclamer que l'Europe doit passer en économie de guerre. Il passe d'une capitale à l'autre pour réclamer la production d'obus. Les grands bénéficiaires de ces dépenses sont évidemment les fabricants de matériels militaires en tous genres. Nexter, qui fabrique les canons Caesar et Dassault qui produit l'avion de guerre Rafale, ne se sont jamais aussi bien portés.

Le niveau de cette course aux armements a désormais dépassé celui de l'époque de la guerre froide. Bien entendu, les moyens qui sont attribués à l'armée viennent au détriment de ceux dont manquent les services publics comme les hôpitaux ou les écoles. Ce gaspillage monstrueux de moyens matériels et humains ne peut se faire qu'aux dépens des travailleurs et des classes populaires. C'est nous qui allons payer les frais de la guerre et de la préparation de guerres de plus grande envergure.

Au delà de ce coût énorme, l'histoire a montré que, quand on prépare la guerre, on finit généralement par la faire. Les deux guerres mondiales ont ainsi été précédées de courses aux armements. Les travailleurs, les jeunes doivent refuser ce cycle infernal engendré par le capitalisme.

LE 1ER MAI, JOURNÉE DE LUTTE
INTERNATIONALE DES TRAVAILLEUSES ET
TRAVAILLEURS, SOYONS LES PLUS
NOMBREUX POSSIBLE DANS LES RUES !

SAINTE-MALO

10H30 PORTE SAINT
VINCENT

RENNES

10H GAYEULLES
14H PLACE DE
BRETAGNE

FOUGÈRES

10H 30 ESPLANADE
DES CHAUSSONIÈRES

POUR NOUS RETROUVER :

 NPA 35  NPA_Rennes  NPA_Jeunes_Rennes  npa.illeetvilaine35@gmail.com

NOS SITES INTERNET : nouveaupartianticapitaliste.fr & npa-jeunes.org